

# ACHICOURT

## Participation financière au fonctionnement d'un système de vidéosurveillance avec la ville d'Achicourt dans le cadre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB

---

Direction du territoire d'Arras  
Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

### I - CONTEXTE

Dans le cadre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2025-2030 signée avec la commune d'Achicourt, il a été convenu dans le plan d'actions lié à cet abattement TFPB pour l'année 2025 avec la ville d'Achicourt que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions favorisant le Vivre Ensemble au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), et l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers.

### II - PRESENTATION DU PROJET

L'action présentée porte sur l'installation d'un système de vidéo-surveillance sur les quartiers QPV notamment le quartier des 4AS à Achicourt.

Ce dispositif vient compléter le système de vidéo protection installé par Pas-de-Calais habitat dans les halls des résidences 30, 32 et 34 rue Pascal et 2-4-6-8 Place de Rouen, et permettra ainsi de renforcer la tranquillité résidentielle et améliorer le sentiment de sécurité des habitants du quartier.

C'est dans ce cadre de l'abattement TFPB qu'il est proposé une participation financière à hauteur de 21 000 euros TTC.

### III - LES ENGAGEMENTS DE CHAQUE PARTIE

#### **Pas-de-Calais habitat s'engage :**

- à verser une participation financière de 21 000 euros TTC dans le cadre de l'abattement TFPB.

#### **La Commune s'engage à :**

- Définir les besoins en matière de sécurisation et proposer des zones prioritaires d'intervention ;
- Coordonner la concertation locale avec les partenaires institutionnels (police,

- préfecture, etc.) ;
- Faciliter les démarches administratives nécessaires à l'installation des équipements (permis, autorisations...),
  - Étudier, en lien avec les services compétents, les modalités de raccordement au CSU d'Arras ou tout autre CSU le cas échéant ;
  - Assurer le suivi global du projet à travers un comité partenarial ;
  - Garantir la conformité des installations aux normes techniques et légales en vigueur ;
  - Assurer l'entretien et la maintenance des équipements déployés.
  - Fournir un bilan annuel des crédits mobilisés et des réalisations.

Dans le cadre de sa politique, Pas-de-Calais habitat souhaite répondre favorablement à la demande de la ville d'Achicourt et la participation financière a été incluse dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB sur la commune d'Achicourt pour l'année 2025 pour un montant de 21 000 euros TTC.

\*\*\*\*\*

Il est demandé aux membres du Bureau de bien vouloir :

- ✓ autoriser le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de la convention de partenariat fixant les modalités de la participation financière entre Pas-de-Calais habitat, la Commune d'Achicourt et à la signer.
- ✓ autoriser le Directeur général, ou toute personne habilitée, au versement de la participation financière s'élevant à la somme de 21 000 euros TTC (vingt et un mille euros TTC) à la commune d'Achicourt après la signature de la convention en respectant les modalités de versement définies dans ladite convention.



## **CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE D'ACHICOURT ET PAS-DE-CALAIS HABITAT PORTANT SUR L'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) POUR LE FINANCEMENT D'EQUIPEMENTS DE VIDEO-SURVEILLANCE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Entre :

**La Commune d'Achicourt**, représentée par Monsieur Patrick LEMAIRE, Maire, dûment habilité par délibération en date du 02 avril 2025  
ci-après dénommée « la Collectivité »,

Et :

**L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat**, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame Marie CAMPION, directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 09 avril 2025 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019.  
ci-après dénommé « le Bailleur »,

### **Préambule**

Dans le cadre de la politique de la ville, les dispositions de l'article 1388 bis I du Code général des impôts permettent aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un abattement de 30 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements situés dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), sous réserve d'engagements contractuels avec les collectivités territoriales.

Sur le territoire de la commune d'Achicourt, certains secteurs classés en QPV bénéficient d'un tel dispositif.

La présente convention vise à encadrer l'affectation de cet abattement à la mise en œuvre de projets de sécurisation par la vidéo-surveillance, dans une logique de tranquillité publique et de prévention de la délinquance.

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention définit les modalités de coopération entre la commune d'Achicourt et Pas-de-Calais habitat pour l'utilisation des crédits issus de l'abattement TFPB en vue de financer des équipements de vidéo-surveillance dans les quartiers relevant de la politique de la ville où le bailleur est propriétaire ou gestionnaire de logements sociaux.



## **Article 2 – Périmètre d'intervention**

Sont concernés les quartiers classés en QPV sur le territoire de la commune d'Achicourt, notamment le quartier Résidence 4 AS.

Les opérations éligibles dans le cadre de la présente convention sont :

- L'étude et l'ingénierie liées à l'implantation des caméras ;
- L'acquisition et l'installation de caméras de vidéo-surveillance ;
- Les travaux de raccordement nécessaires ;
- La maintenance préventive et corrective des dispositifs ;
- Le cas échéant, leur intégration au Centre de Supervision Urbain (CSU) d'Arras ou tout Centre de Supervision Urbain susceptible de se développer sur le territoire communautaire.

## **Article 3 – Engagements de Pas-de-Calais habitat**

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- Mobiliser l'abattement TFPB pour financer les actions définies conjointement avec la commune dans le cadre défini à l'article 5 ;
- Participer aux réunions de planification et de suivi technique du projet ;
- La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des installations mises en œuvre dans le cadre de la présente convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

## **Article 4 – Engagements de la Commune d'Achicourt**

La Commune s'engage à :

- Définir les besoins en matière de sécurisation et proposer des zones prioritaires d'intervention ;
- Coordonner la concertation locale avec les partenaires institutionnels (police, préfecture, etc.) ;
- Faciliter les démarches administratives nécessaires à l'installation des équipements (permis, autorisations...),
- Étudier, en lien avec les services compétents, les modalités de raccordement au CSU d'Arras ou tout autre CSU le cas échéant ;
- Assurer le suivi global du projet à travers un comité partenarial ;
- Garantir la conformité des installations aux normes techniques et légales en vigueur ;
- Assurer l'entretien et la maintenance des équipements déployés.
- Fournir un bilan annuel des crédits mobilisés et des réalisations

## **Article 5 – Modalités de financement**

Le financement repose sur l'abattement de 30 % de la TFPB dont bénéficie Pas-de-Calais habitat pour les logements situés en QPV sur Achicourt.



Le montant annuel mobilisable est de 21 000 euros TTC.

Le versement de la participation financière sera effectué en une fois, par virement sur le compte bancaire de la Commune d'Achicourt, après présentation sur la plateforme CHORUS d'une facture dûment établie en son nom et sur présentation d'un RIB.

La Commune accepte la participation financière dans les conditions fixées par la présente convention et s'engage à l'utiliser dans le cadre du projet de financement de la mise en œuvre d'équipements de vidéosurveillance sur son territoire.

Les crédits sont affectés exclusivement aux opérations mentionnées à l'article 2.

### **Article 6 – Suivi et évaluation**

Un comité de suivi est instauré. Il est composé a minima de :

- Deux représentants de la commune d'Achicourt (dont un élu référent sécurité),
- Deux représentants de Pas-de-Calais Habitat ;
- Le représentant de la Police municipale ou nationale, le cas échéant.

Ce comité se réunit une fois par an et à la demande de l'une des parties. Il examine l'état d'avancement, les éventuelles difficultés, les dépenses engagées et les effets constatés sur le terrain.

### **Article 7 – Durée et résiliation**

La présente convention prendra effet à la date de sa signature et se terminera au 31 décembre 2025.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

Si l'action visée par la présente convention est reprise dans le plan d'action lié à la TFPB pour l'année 2026, il conviendra de procéder à la signature d'une nouvelle convention.

### **Article 8 – Droit applicable et règlement des litiges**

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.



## **Article 9 - RGPD - Données personnelles**

Chacune des Parties s'engage à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

## **Article 10 : Code de conduite**

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

## **Article 11 – Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Achicourt, le

En deux exemplaires originaux,

Pour la Commune d'Achicourt  
Monsieur Patrick LEMAIRE  
Maire

Pour Pas-de-Calais habitat  
Madame Marie CAMPION  
Directrice du Territoire d'Arras

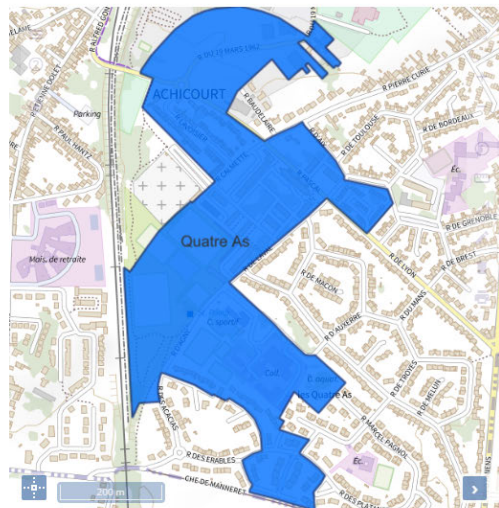
## Annexe 1 : Liste et cartographie des quartiers concernés

### Quartier Prioritaire 2024 : Quatre As - QN06258M

Rattachement EPCI/EPT : CU d'Arras

Rattachement Contrat de ville 2024 : Communauté Urbaine d'Arras

Commune : Achicourt



### Quartier Prioritaire 2024 : Cheminots Jean Jaurès Moulin Hacart - QN06262M

Rattachement EPCI/EPT : CU d'Arras

Rattachement Contrat de ville 2024 : Communauté Urbaine d'Arras

Commune (2) : Achicourt , Arras

